



Plan d'amorce départemental : la rénovation urbaine qui marche !

L'Arche – Centre des Arts de la scène et du cirque
Chanteloup-les-Vignes

Discours de Monsieur Pierre BEDIER
Président du Conseil départemental des Yvelines

Jeudi 5 juillet 2018

Monsieur le Ministre et Cher Jean-Louis Borloo,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,

Laisse-moi te remercier pour ta présence aujourd’hui mais plus encore, et au nom de tous les élus qui sont engagés dans la rénovation de leurs territoires urbains dégradés, pour la contribution décisive que tu as apportée à cette cause.

Tu es le seul ministre à avoir su incarner une politique de la ville où se rejoignaient de façon cohérente une véritable volonté politique et la mobilisation de moyens financiers nécessaires à une action ambitieuse.

Avec le temps, ces deux ingrédients - l’envie de se battre et le nerf de la guerre - se sont raréfiés ; et c’est peu de dire que la mission qu’il y a quelques mois le Président de la République t’as confiée a ranimé l’espoir de voir revenir à nos côtés un Etat convaincu et engagé, dans ce combat que nous, élus de terrain, n’avons pas le choix de livrer ou de ne pas livrer.

Je n’épiloguerai pas sur notre déception mais je voudrais en souligner les causes, qui vont bien au-delà de savoir si telle ou telle mesure sera mise en œuvre ou si X ou Y milliards seront mis sur la table.

Ce qui est décevant, au fond, c'est de constater que l'Etat a jeté l'éponge et a renoncé à relever le défi de la rénovation urbaine, un défi sérieux, certes, mais un défi à la portée d'un grand pays, d'une grande Nation comme les nôtres. Quoi ? La République Française ne serait pas capable, en mobilisant ses énergies, de faire sur une décennie et dans quelques centaines



de quartiers ce qui est nécessaire pour y rétablir conjointement la sécurité et l'égalité des chances ? Voici une belle occasion manquée de prouver, au-delà des slogans, que la France est de retour !

Ce qui est décevant, c'est de constater que le pouvoir étatique et technocratique que nous subissons n'a pas compris que la rénovation urbaine est, notamment en Ile-de-France, un enjeu d'attractivité économique autant qu'un enjeu de justice sociale, un enjeu de sécurité intérieure et extérieure, un enjeu en termes d'éducation et d'emploi. Ce n'est pas une politique sectorielle parmi d'autres.

Ce qui est décevant, c'est de voir le Président de la République et ses collaborateurs renvoyer le problème à la responsabilité individuelle de chacun des habitants de ces quartiers, en niant la nécessité d'un effort collectif pour assurer au préalable l'égalité des chances. Il est important, bien entendu, que de nos quartiers puissent, malgré tous les obstacles, émerger les talents d'un artiste, d'un sportif ou d'un entrepreneur. La mise en valeur de ces parcours est utile et symbolique. Mais elle ne donne aucune piste à une action collective qu'elle ne saurait remplacer. Ces premiers de cordée n'entraînent pas derrière eux les 10% de notre population qui vivent la profonde inégalité des chances qui règne dans nos quartiers.

Ce qui est décevant, c'est de voir créer un Conseil présidentiel des villes sans aucun maire, sans aucun élu local, servant de prétexte à un discours de défiance envers les élus de terrain qui, souvent seuls, font avancer les choses et qui portent une réflexion construite sur ce que peut être une politique de la ville réussie. Au fond, Emmanuel Macron nous a fait le coup de Socrate et du chat : « Je ne connais rien à la rénovation urbaine, je suis un mâle blanc donc les mâles blancs ne connaissent rien à la rénovation urbaine ». On espérait mieux que ce syllogisme d'un Président philosophe !

Eh bien, Monsieur le Président de la République, il est des mâles et des femelles, blancs ou d'une autre couleur, qui connaissent le sujet car ils ont consacré à sa résolution quelques décennies de leur vie et j'ai la prétention, à l'instar de nombreux élus de cette vallée de la Seine, d'en faire partie, quelle que soit la couleur de ma peau qui me semble une référence pour le moins incongrue.

Mais nous ne nous arrêterons pas à la déception.

Ici, dans les Yvelines, puisqu'En Marche ne vient pas à la rénovation urbaine, nous mettons la rénovation urbaine en marche avec des méthodes qui marchent.



Ces méthodes, c'est d'abord de s'appuyer sur les maires. Le Département, les intercommunalités ne sont pas là pour leur dicter ce que doit être leur ville. Ils détiennent seuls cette légitimité car ils en assument seuls la responsabilité devant leurs citoyens. Notre département est là pour les aider ; les aider à aller plus vite car nous n'avons pas tout le temps du monde ; les aider à retrouver des niveaux d'ambition auxquels, de guerre lasse, ils ont parfois renoncé, faute d'espoir d'en réunir les moyens. C'est leur projet, celui qu'ils définissent avec les forces vives et les habitants de ces cités qu'il faut mettre en œuvre, un projet qui se définit dans les mairies et les maisons de quartier pas sous les lambris dorés des Ministères.

Ces méthodes, c'est de faire converger toutes nos politiques en y intégrant systématiquement une priorité à la rénovation urbaine. C'est l'oeuf de Colomb qui nous permet, dans cette période où l'argent public est rare, de mobiliser des moyens considérables sans accroître la dépense publique. A cet égard, les conventions d'amorce que nous signons, aujourd'hui avec la communauté urbaine de GPS&O puis à la rentrée avec les communautés d'agglomération de Saint-Quentin et de Boucles-de-Seine, ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Nous allons consacrer dans les années à venir et de façon systématique une fraction importante de nos crédits d'investissement dans le domaine du logement, des constructions scolaires, du numérique et des transports, de la lutte contre la désertification médicale. Sans remettre en cause nos équilibres budgétaires, nous investirons sur les sept ans qui viennent un minimum de 700 M€, c'est-à-dire un quart de nos investissements sur les quartiers de politique de la ville.

Cet effort, je le redis, profitera à tous. Si nous réussissons, c'est la sécurité de tous qui sera mieux assurée ; c'est l'attractivité de tout notre territoire qui sera renforcée. A quoi servirait-il de faire Eole, d'investir dans nos infrastructures, si les noms de Mantes, des Mureaux, de Chanteloup, de Poissy, de Sartrouville restaient entachés dans l'esprit des investisseurs, des acteurs économiques, des Franciliens, d'une réputation négative ? Si l'esprit républicain, si la générosité, si l'esprit de solidarité ne suffisaient pas à nous motiver, l'intérêt bien compris justifie notre action.

Nos méthodes, c'est aussi de mobiliser nos énergies car l'argent n'est rien s'il n'est mis au service d'une conviction. En moins d'un an, l'administration départementale s'est dotée d'une véritable expertise sous l'égide éclairée de Catherine Arenou. La rénovation urbaine est un rêve d'agent public ; aucune politique publique n'a davantage de sens et le Département trouve là un terrain de choix pour montrer son utilité et sa capacité d'innovation. Toutes nos directions se sont mobilisées, tous nos opérateurs depuis l'Agence départementale d'insertion jusqu'à notre syndicat mixte Yvelines Numériques, tous nos partenaires stratégiques, le grand bailleur social que sont les résidences Yvelines Essonne, notre société d'aménagement Citallios, sont sur le pont pour définir la contribution qu'ils peuvent apporter à cette entreprise collective. Je veux tous les en remercier.



Cher Jean-Louis Borloo, nous ne pouvons suppléer l'Etat pour la mise en œuvre de la stratégie que tu as proposée ; nos solutions, nos réponses sont celles accessibles à des collectivités de terrain. Mais elles ne sont pas dérisoires et elles feront une différence.

Elles se fondent sur une adhésion totale au constat que tu as établi, dans une démarche exemplaire, en pleine concertation avec les élus locaux. Ton travail, sois en convaincu, a été utile, très utile malgré toutes ces vicissitudes relatées par les médias. Aussi, du fond du cœur, un grand merci, Jean-Louis.